

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 2 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202995]

9 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, en vue de l'adapter au cadre organique du Service public de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, les articles 2, modifié par le décret du 17 janvier 2008, 6, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, 17bis, § 1^{er}, c., inséré par le décret du 22 mars 2007 et modifié par le décret du 10 décembre 2009, 18bis, § 2, alinéa 3, inséré par le décret du 10 décembre 2009, 19, alinéa 2, modifié par les décrets des 22 mars 2007 et 10 décembre 2009, 20bis, 2^o, inséré par le décret du 10 décembre 2009, 25, alinéa 1^{er}, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, 25bis, inséré par le décret du 28 novembre 2013, 26, alinéa 1^{er}, 27, remplacé par le décret du 17 janvier 2008 et modifié par le décret du 10 décembre 2009, 27bis, alinéa 2, inséré par le décret du 10 décembre 2009, 31, 55 et 57bis, inséré par le décret du 19 septembre 2013 et remplacé par le décret du 13 décembre 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;

Vu le rapport du 25 février 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 25 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la modification du cadre organique du Service public de Wallonie par le Gouvernement wallon le 19 juillet 2018 concerne, notamment, la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité et nécessite, dès lors, l'adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;

Sur proposition du Ministre du Budget et des Finances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les mots « de la Fiscalité immobilière et environnementale » sont remplacés par les mots « de l'Établissement et du Contrôle »;

b) au 3^o, les mots « de la Fiscalité immobilière et environnementale » sont remplacés par les mots « de l'Établissement et du Contrôle ».

Art. 2. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les mots « de la Fiscalité immobilière et environnementale » sont remplacés par les mots « de l'Établissement et du Contrôle »;

b) au 3^o, les mots « de la Fiscalité immobilière et environnementale » sont remplacés par les mots « de l'Établissement et du Contrôle ».

Art. 3. Dans l'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2010, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les mots « de la Fiscalité immobilière et environnementale » sont remplacés par les mots « de l'Établissement et du Contrôle »;

b) au 2^o, les mots « de la Fiscalité immobilière et environnementale » sont remplacés par les mots « de l'Établissement et du Contrôle »;

c) au 3^o, les mots « de la Fiscalité immobilière et environnementale » sont remplacés par les mots « de l'Établissement et du Contrôle ».

Art. 4. Dans l'article 9 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les mots « le directeur du Contentieux de la Fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale » sont remplacés par les mots « le directeur du Contentieux administratif du Département du Contentieux et du Support juridique »;

b) au 2^o, les mots « le directeur du Contentieux de la fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale » sont remplacés par les mots « le directeur du Contentieux administratif du Département du Contentieux et du Support juridique »;

c) au 3^o, les mots « le directeur du Contentieux de la fiscalité des véhicules du Département de la Fiscalité des véhicules » sont remplacés par les mots « le directeur du Contentieux administratif du Département du Contentieux et du Support juridique »;

d) au 5^o, les mots « le directeur du Contentieux de la fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale » sont remplacés par les mots « le directeur du Contentieux administratif du Département du Contentieux et du Support juridique ».

Art. 5. Dans l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, les mots « L'inspecteur général du Département du Recouvrement » sont remplacés par les mots « L'inspecteur général du Département de la Perception et du Recouvrement ».

Art. 6. Dans l'article 22 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2010, les mots « l'inspecteur général du Département du Recouvrement » sont remplacés par les mots « l'inspecteur général du Département de la Perception et du Recouvrement ».

Art. 7. Dans l'article 22^{ter} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2018, les mots « le Département du Recouvrement » sont remplacés par les mots « le Département de la Perception et du Recouvrement ».

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2018.

Art. 9. Le Ministre du Budget et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202995]

9. MAI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, um ihn an den Stellenplan des Öffentlichen Dienstes der Wallonie anzupassen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, Artikel 2, abgeändert durch das Dekret vom 17. Januar 2008, 6, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, 17^{bis} § 1 Buchstabe c., eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, 18^{bis} § 2 Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, 19 Absatz 2, abgeändert durch die Dekrete vom 22. März 2007 und vom 10. Dezember 2009, 20^{bis} Ziffer 2, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, 25 Absatz 1, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, 25^{bis}, eingefügt durch das Dekret vom 28. November 2013, 26 Absatz 1, 27, ersetzt durch das Dekret vom 17. Januar 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, 27^{bis} Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, 31, 55 und 57^{bis}, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013 und ersetzt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;

Aufgrund des Berichts vom 25. Februar 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 7. März 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 25. März 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Stellungnahme innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist keine Stellungnahme abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84, § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass die am 19. Juli 2018 durch die Wallonische Regierung vorgenommene Abänderung des Stellenplans des Öffentlichen Dienstes der Wallonie unter anderem die Operative Generaldirektion Steuerwesen betrifft und folglich die Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben erfordert;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt und Finanzen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 1 wird der die Wortfolge "Immobilien- und Umweltbesteuerung" durch die Wortfolge "Festlegung und Kontrolle" ersetzt;

b) unter Ziffer 3 wird der die Wortfolge "Immobilien- und Umweltbesteuerung" durch die Wortfolge "Festlegung und Kontrolle" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 1 wird der die Wortfolge "Immobilien- und Umweltbesteuerung" durch die Wortfolge "Festlegung und Kontrolle" ersetzt;

b) unter Ziffer 3 wird der die Wortfolge "Immobilien- und Umweltbesteuerung" durch die Wortfolge "Festlegung und Kontrolle" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 8 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Februar 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2010, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 1 wird der die Wortfolge "Immobilien- und Umweltbesteuerung" durch die Wortfolge "Festlegung und Kontrolle" ersetzt;

b) unter Ziffer 2 wird der die Wortfolge "Immobilien- und Umweltbesteuerung" durch die Wortfolge "Festlegung und Kontrolle" ersetzt;

c) unter Ziffer 3 wird der die Wortfolge "Immobilien- und Umweltbesteuerung" durch die Wortfolge "Festlegung und Kontrolle" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 9 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. März 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 1 wird der die Wortfolge "der Direktor der Direktion der Streitsachen der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung" durch die Wortfolge "der Direktor der Direktion der Verwaltungsstreitsachen der Abteilung Streitsachen und juristische Unterstützung" ersetzt;

a) unter Ziffer 2 wird der die Wortfolge "der Direktor der Direktion der Streitsachen der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung" durch die Wortfolge "der Direktor der Direktion der Verwaltungsstreitsachen der Abteilung Streitsachen und juristische Unterstützung" ersetzt;

a) unter Ziffer 3 wird der die Wortfolge "der Direktor der Direktion der Streitsachen der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung" durch die Wortfolge "der Direktor der Direktion der Verwaltungsstreitsachen der Abteilung Streitsachen und juristische Unterstützung" ersetzt;

a) unter Ziffer 5 wird der die Wortfolge "der Direktor der Direktion der Streitsachen der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung" durch die Wortfolge "der Direktor der Direktion der Verwaltungsstreitsachen der Abteilung Streitsachen und juristische Unterstützung" ersetzt;

Art. 5 - In Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009, wird die Wortfolge "Generalinspektor der Abteilung Beitreibung" durch die Wortfolge "Generalinspektor der Abteilung Erhebung und Beitreibung" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 22 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2010, wird die Wortfolge "Generalinspektor der Abteilung Beitreibung" durch die Wortfolge "Generalinspektor der Abteilung Erhebung und Beitreibung" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 22ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. März 2018, wird die Wortfolge "Abteilung Beitreibung" durch die Wortfolge "Abteilung Erhebung und Beitreibung" ersetzt.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass wird am 1. September 2018 wirksam.

Art. 9 - Der Minister für Haushalt und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Mai 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident,
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen,
J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202995]

9 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen, met het oog op de aanpassing ervan aan de personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen, inzonderheid op de artikelen 2, gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2008, 6, vervangen door het decreet van 19 september 2013, 17bis, § 1, c., ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007 en gewijzigd het decreet van 10 december 2009, 18bis, § 2, lid 3, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, 19, lid 2, gewijzigd bij de decreten van 22 maart 2007 en 10 december 2009, 20bis, 2°, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, 25, lid 1, vervangen door het decreet van 10 december 2009, 25bis, ingevoegd bij het decreet van 28 november 2013, 26, lid 1, 27, vervangen door het decreet van 17 januari 2008 en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, 27bis, lid 2, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, 31, 55 en 57bis, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013 en vervangen door het decreet van 13 december 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen;

Gelet op het verslag van 25 februari 2019, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 maart 2019;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, op 25 maart 2019 gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de wijziging van de personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst door de Waalse Regering op 19 juli 2018 meer bepaald betrekking heeft op het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit en bijgevolg de aanpassing vergt van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2009, wordt gewijzigd als volgt :

a) onder 1° worden de woorden "Onroerende en Milieufiscaliteit" vervangen door de woorden "Vestiging en Controle";

b) onder 3° worden de woorden "Onroerende en Milieufiscaliteit" vervangen door de woorden "Vestiging en Controle".

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) onder 1° worden de woorden "Onroerende en Milieufiscaliteit" vervangen door de woorden "Vestiging en Controle";

b) onder 3° worden de woorden "Onroerende en Milieufiscaliteit" vervangen door de woorden "Vestiging en Controle".

Art. 3. Artikel 8 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2010 wordt gewijzigd als volgt :

a) onder 1° worden de woorden "Onroerende en Milieufiscaliteit" vervangen door de woorden "Vestiging en Controle";

b) onder 2° worden de woorden "Onroerende en Milieufiscaliteit" vervangen door de woorden "Vestiging en Controle";

c) onder 3° worden de woorden "Onroerende en Milieufiscaliteit" vervangen door de woorden "Vestiging en Controle".

Art. 4. In artikel 9 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder 1° worden de woorden "de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit" vervangen door de woorden "de directeur van de Directie Administratieve Geschillen van het Departement Geschillen en Juridische Ondersteuning";

b) onder 2° worden de woorden "de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit" vervangen door de woorden "de directeur van de Directie Administratieve Geschillen van het Departement Geschillen en Juridische Ondersteuning";

c) onder 3° worden de woorden "de directeur geschillen van de Directie Voertuigenfiscaliteit van het Departement Voertuigenfiscaliteit" vervangen door de woorden "de directeur van de Directie Administratieve Geschillen van het Departement Geschillen en Juridische Ondersteuning";

d) onder 5° worden de woorden "de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit" vervangen door de woorden "de directeur van de Directie Administratieve Geschillen van het Departement Geschillen en Juridische Ondersteuning".

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009 worden de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Invordering" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Inning en Invordering".

Art. 6. In artikel 22 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2010 worden de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Invordering" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Inning en Invordering".

Art. 7. In artikel 22ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2018 worden de woorden "het Departement Invordering" vervangen door de woorden "het Departement Inning en Invordering".

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 2018.

Art. 9. De Minister van Begroting en Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203023]

9 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, relatif à la valorisation de l'allocation de fin d'année

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 février 2019;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 février 2019;

Vu le rapport du 7/2/2019 établissant en application de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole n° 762 du Comité de secteur XVI, établi le 29 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 4 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les articles 269, 270 et 276 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, renumérotés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005, sont abrogés.

Art. 2. L'article 277 du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 avril 2008 et 18 octobre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 277. § 1^{er}. Le montant de l'allocation de fin d'année est composé d'une partie forfaitaire et de deux parties variant avec la rétribution.

§ 2. La partie forfaitaire est fixée à 744,8500 euros, montant indexé pour l'année 2018.

Dans cette partie forfaitaire, un montant indexé pour l'année 2018 de 349,8277 euros est censé avoir été fixé avant le 1^{er} août 1990.

La partie forfaitaire et le montant de 349,8277 euros sont adaptés chaque année selon une fraction dont le dénominateur est l'indice lissé du mois d'octobre de l'année précédente et le numérateur l'indice lissé du mois d'octobre de l'année considérée.

§ 3. La première partie variable représente 2,5 % de la rétribution annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

§ 4. La seconde partie variable représente 7 % de la rétribution mensuelle brute qui a servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

Toutefois, cette seconde partie variable est portée à 100,9500 euros si le résultat du calcul est inférieur à ce montant et limitée à 201,9000 euros si le résultat du calcul est supérieur à ce montant.